

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 30 JANVIER 2007.

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-
STALPAERT P., BREUSE E., SENECAUT M., LEURIDANT G., MULLER L.,
VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE C., DECAMPS P.;
Conseillers;

DELHAYE Michel Secrétaire Communal.

Madame DELPUTTE-ROBETTE est excusée.

La Présidente demande d'ajouter un point 3 bis relatif au plan triennal partiel 2007.

Le Conseil Communal accepte à l'unanimité l'ajout de ce point.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 12 DECEMBRE 2006 – PARTIE PUBLIQUE – APPROBATION.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 12 décembre 2006 – partie publique.

2. TELE MB – DESIGNATION – DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – VOTE.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la lettre de TELE-MB du 11 décembre 2006 demandant de désigner un représentant du Conseil Communal qui siégera au Conseil d'Administration;

Procède au scrutin secret à la désignation d'un représentant de la Commune au sein du Conseil d'Administration.

20 conseillers prennent part au vote.

20 bulletins sont trouvés dans l'urne.

Jacqueline GALANT obtient **14** voix.

Laurent MULLER obtient **6** voix.

Il y a **0** bulletins blancs et nuls.

Mademoiselle Jacqueline GALANT ayant obtenu la majorité de suffrages est désigné(e) en qualité de représentant de la Commune au sein du Conseil d'Administration.

Un extrait de la présente délibération sera transmis à TELE-MB.

3. CONFIRMATION DU PROJET D'AMENAGEMENT DE MODULES DE SKATE-PARK A JURBISE – APPROBATION.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la décision du Conseil Communal prise en date du 7 mars 2006 approuvant le cahier spécial des charges, le devis estimatif, et fixant le mode de passation des marchés dans le cadre de l'aménagement de modules de skate-park à Jurbise;

Vu la décision du Conseil Communal en date du 7 mars 2006 approuvant le cahier spécial des charges, le devis estimatif, et fixant le mode de passation des marchés dans le cadre de l'aménagement d'un revêtement pour skate-park à Jurbise;

Vu le courrier de la Direction des Infrastructures Sportives de la Région Wallonne du 4 janvier 2007, demandant au Conseil Communal de statuer sur la poursuite ou non du dossier instruit et n'ayant pas encore fait l'objet d'une promesse ferme d'octroi de subsides;

DECIDE : par 16 voix pour et 4 abstentions

Article 1. De confirmer sa volonté de maintenir le projet de création du skate-park à Jurbise, sans le modifier.

Article 2. D'en informer la Direction des Infrastructures Sportives de la Région Wallonne conformément au délai imparti.

3. Bis. PLAN TRIENNAL PARTIEL 2007.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Décret du 01 décembre 1988 du C.R.W. relatif aux subventions octroyées par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêt public, modifié par les Décrets du 20 juillet 1989 et du 30 avril 1990;

Vu l'Arrêté du 16 décembre 1988 de l'Exécutif Régional Wallon relatif aux subventions octroyées par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêt public, modifié par les Arrêtés du 22 juin 1990, du 30 mai 1991 et du 17 octobre 1991;

Vu l'inscription des projets suivants ; égouttage de la rue Claus à Jurbise (2005.2), Egouttage des rues du Franc Boudin et d'Erbisoeul à Herchies (2005.3), Amélioration et égouttage du chemin du Prince – 6^{ème} tronçon (2006.3) au plan triennal des travaux 2004-2005-2006 arrêté par le Ministre des Affaires Intérieures et de la Fonction Publique en date du 13.07.2004;

Attendu que ces projets ont été soumis à l'instruction auprès du de la D.G.P.L du Ministère de la Région Wallonne avant le 31.12.2006 et qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une promesse ferme d'octroi de subsides;

Vu la circulaire du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique en date du 24.08.2006;

Vu la note du de la D.G.P.L. du Ministère de la Région Wallonne en date du 23.01.2007;

Attendu que le Collège Communal souhaite la concrétisation de ces projets dans les meilleurs délais;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communal d'arrêter le plan triennal partiel 2007 des travaux et la demande des subventions auprès du Ministère de la Région Wallonne;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1. – D'arrêter le programme triennal partiel 2007 des travaux comme suit :

1. Egouttage de la rue Claus à Jurbise (2005.2) au montant estimatif de 385.811,27 EUR T.V.A.C., dont 169.532,14 EUR T.V.A.C. subsidiabiles à 60 % par la Région Wallonne, 200.034,87 EUR T.V.A.C. subsidiabiles par la S.P.G.E. et 16.244,26 EUR T.V.A.C. non subsidiabiles.
2. Egouttage des rues du Franc Boudin et d'Erbisoeul à Herchies (2005.3) au montant de 489.747,67 EUR T.V.A.C., dont 202.723,81 EUR T.V.A.C. subsidiabiles par la Région Wallonne et 287.023,86 EUR T.V.A.C. subsidiabiles par la S.P.G.E.
3. Amélioration et égouttage du chemin du Prince – 6^{ème} tronçon (2006.3) au montant de 1.615.449,16 EUR T.V.A.C., dont 719.745,76 EUR T.V.A.C. subsidiabiles à 60 % par la Région Wallonne, 140.597,04 EUR T.V.A.C. subsidiabiles à 75% par la Région Wallonne, 672.852,20 EUR T.V.A.C. subsidiabiles par la S.P.G.E. et 82.254,16 EUR T.V.A.C. non subsidiabiles.

Article 2. - De solliciter auprès de l'Exécutif de la Région Wallonne les subventions prévues dans les Décrets du Conseil Régional Wallon.

4. FINANCES – CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE – BUDGET 2007 – APPROBATION.

Monsieur DURIEUX, Président du Centre Public d'Action Sociale présente le dossier.

Mademoiselle la Bourgmestre,

Chers Collègues,

Echevin des travaux sous la précédente mandature, il me revient, en ma qualité de Président de CPAS récemment installé, l'honneur et le plaisir de commenter pour la première fois devant votre assemblée, elle-même renouvelée depuis les dernières élections communales, un budget qui a été présenté et voté par la précédente équipe.

Dans ces circonstances, il me paraît convenable de laisser à mes prédécesseurs le bénéfice et le mérite de la situation financière qu'ils m'ont léguée et des orientations qu'ils ont tracées pour l'exercice en cours.

Au demeurant, je souscris bien volontiers au budget 2007, tel qu'il se présente : l'analyse de ses différentes masses budgétaires fait apparaître des évolutions qui traduisent le développement continu de l'action du Centre et l'extension des services rendus à la population jurbisienne.

Ainsi que le souligne la note de politique générale dont vous avez pu prendre connaissance dans les annexes du budget, la croissance générale des dépenses ordinaires d'un exercice initial à l'autre, forte de 5 %, est imputable à 40 % environ à la création du nouveau service de garde d'enfants malades à domicile qui a démarré le 01^{er} octobre dernier.

Si on y retire les effets habituels de l'inflation et de l'indexation automatique des salaires qu'elle génère, les 3 % supplémentaires démontrent que l'évolution des dépenses est raisonnablement maîtrisée alors que le tableau de personnel recense une fois de plus une augmentation du volume de l'emploi. On dénombre en effet actuellement 67 équivalent temps plein.

Ces chiffres sont bien entendu la traduction de réalités bien concrètes : je citerai notamment les 5.000 heures supplémentaires qui ont été prestées en 2006 par le service agréé d'aide aux familles, ou encore la mise en route d'un troisième véhicule de distribution des repas à domicile à partir d'août 2006, ce qui a permis d'atteindre un niveau journalier de 60 repas distribués en semaine et pratiquement 50 le week-end.

Pour l'avenir, une autre ambition de cette mandature est l'extension et l'amélioration de nos capacités d'accueil de la petite enfance que nous voudrions porter, par phases successives, de 48 à 96 places agréées. Ce doublement de capacité serait obtenu par la construction d'une crèche à Erbisoeul, en harmonie avec le projet communal d'édifier sur le même site une nouvelle école maternelle et primaire.

Cette réalisation permettrait de procéder à un réaménagement complet et à l'extension de l'infrastructure de Masnuy-St-Jean dont le bâtiment actuel nécessite, comme celui d'Herchieux par le passé, une rénovation en profondeur. A cet égard, la reconstitution du site d'origine est en cours de réalisation, grâce notamment à l'achat l'an dernier, d'une des 2 maisons mitoyennes qui faisait historiquement partie de la même propriété.

Il est toutefois évident que ces projets sont coûteux puisqu'ils dépassent, en première estimation et pour le seul site d'Erbisoeul, les 5 millions d'euros et qu'ils pourront difficilement être menés à bien sans l'obtention de subsides d'investissement. En outre, le C.P.A.S. continue de réclamer avec insistance les subsides de fonctionnement de l'O.N.E, pour les places existantes et pour celles en projet, en espérant qu'une partie au moins de ses demandes recevra une réponse favorable dans le cadre de la programmation 2007-2008 résultant du plan « Cigogne » de la Ministre Fonck.

En évoquant cette recherche et ce besoin d'obtenir des financements extra-communaux supplémentaires, je ne cacherai pas que je partage avec elle le constat d'une dépendance toujours plus grande du CPAS de Jurbise à des transferts extérieurs qui dépassent largement les capacités financières de notre commune.

Dans un contexte où celle-ci doit mener à bien ses propres projets de développement et faire face à de nouvelles pressions financières comme la libération du marché de l'énergie, l'intervention communale dans les recettes du CPAS est restée stable, à 706.500 EUR alors que les autres financements, exercices antérieurs compris, progressaient d'un peu plus de 58.000 euros.

Faut-il pour autant renoncer à la recherche et au bénéfice de subsides lorsqu'ils se présentent et les laisser à d'autres, sous prétexte que leur volume important comporte le risque toujours

possible, mais non confirmé à ce jour, de poser problème le jour où ils viendraient à disparaître ou à être sérieusement rabotés ?

Je ne le crois pas et je suis renforcé dans cette conviction par la diversité actuelle de nos sources de financement. Citons notamment le F.S.A.S., le subside horaire des aides familiales, les points A.P.E., le Maribel social, le Fonds énergie et les allocations de chauffage, les subsides fédéral et régional de la réinsertion socioprofessionnelle sans oublier le F.S.E., le financement de la plaine de jeux et de la médiation de dette, les subsides spécifiques dévolus aux demandeurs d'asile et aux initiatives locales d'accueil... Toutes ces contributions prouvent en outre que notre Centre a été particulièrement attentif à développer ses activités et les qualifications de son personnel dans les domaines que les Autorités supérieures, belge ou wallonne, voulaient promouvoir, que ce soit en matière de stimulation d'emplois et de lutte contre le chômage, de maintien des personnes à domicile, de réinsertion des demandeurs d'aide sociale ou de mise en œuvre de problématiques sociales spécifiques comme le surendettement.

Il convient également de souligner que le CPAS de Jurbise ne néglige pas pour autant l'apport de ses sources internes de financement sous forme de recettes propres dont la nouvelle progression de 78.000,00 euros, budgétisée en 2007, témoigne à nouveau du développement continu des prestations facturées à la population jurbisienne alors même que le rôle social du Centre le conduit par exemple à exonérer les enfants des bénéficiaires du service social du paiement des participations journalières et des repas consommés à la plaine de jeux.

Par ailleurs, notre Centre multiplie actuellement les synergies avec la commune, pour obtenir un maximum d'économies structurelles de dépenses, notamment en développant la pratique des marchés conjoints, comme ce fût récemment le cas pour le marché des assurances qui a permis son attribution, à partir du 01^{er} janvier 2007, à un nouveau partenaire financier qui a offert des conditions plus avantageuses.

Est-il besoin également de rappeler que dans le cadre d'une collaboration définie par convention, il est fait régulièrement appel au service communal des travaux pour la maintenance courante et la surveillance des bâtiments ainsi qu'à la logistique de la commune pour l'organisation d'activités récréatives et festives ?

Tous ces éléments positifs, nous nous devons de les renforcer pour concilier action sociale et efficacité financière. C'est pourquoi, avec un optimisme raisonnable mais prudent, ainsi qu'avec la volonté de poursuivre le travail de mes prédécesseurs, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, le budget du CPAS de Jurbise de L'exercice 2007.

Je vous remercie de votre attention.

Le Conseil Communal, arrête le budget du Centre Public d'Action Sociale par 14 voix pour et 6 abstention aux chiffres suivants :

	Recettes Ordinaires	Dépenses Ordinaires	Recettes Extraordinaires	Dépenses Extraordinaires
Exercice propre	4.395.339,67	4.551.015,55	997.500,00	997.500,00
Exercices antérieurs	146.675,88	33.000,00	0,00	0,00
Prélèvements	84.000,00	42.000,00	0,00	0,00
Totaux généraux	4.626.015,55	4.626.015,55	997.500,00	997.500,00
Service ordinaire		Boni : 0,00		Mali : 0,00
Service extraordinaire		Boni : 0,00		Mali : 0,00

La part communale pour l'exercice 2007 est de 706.500,00 EUR.

5. FINANCES – SYNODE DE L'EGLISE PROTESTANTE – BAUDOUR-HERCHIES- BUDGET 2007 – AVIS.

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 24.590,00 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter, s'élève à 4.548,58 euros à l'ordinaire. Il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

6. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL SECOURS- MASNUY-SAINT-JEAN – BUDGET 2007 – AVIS.

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 19.428,30 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter, s'élève à 6.238,88 euros à l'ordinaire. Il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

7. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT-MARTIN – HERCHIES – BUDGET 2007 – AVIS.

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 32.380,52 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter s'élève à 29.537,52 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

8. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT-PIERRE – MASNUY-SAINT-PIERRE - BUDGET 2007 – AVIS.

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 42.486,50 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter, s'élève à 12.255,07 euros à l'ordinaire et à 28.000,00 euros à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

9. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT-BARTHELEMY – ERBAUT – BUDGET 2007 – AVIS.

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 11.744,50 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter, s'élève à 8.629,81 euros à l'ordinaire. Il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 1 abstention sur le présent budget.

**10. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT-JEAN – MASNUY-SAINT-JEAN-
BUDGET 2007 – AMENDEMENT – AVIS.**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 22.852,95 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter, après amendement (voir délibération ci-dessous), s'élève à 8.815,99 euros à l'ordinaire et à 12.000,00 euros à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le budget établi pour l'exercice 2007 par le Conseil de la Fabrique d'Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean;

Attendu qu'un montant de 12.000 euros y est inscrit au service ordinaire afin de procéder au nettoyage de la tour ainsi qu'à la réparation de la suspension des cloches;

Attendu que la comptabilité des Communes et des Fabriques impose que les dépenses affectant durablement le patrimoine communal doivent être considérées comme dépenses extraordinaires et doivent, dès lors, être prélevées sur des fonds extraordinaires;

Vu l'Arrêté Royal du 02 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu le décret impérial du 30/12/1809;

Vu les articles L1122-30 et L1321-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

DECIDE : 18 voix pour et 2 abstentions

Article 1 : d'amender le budget de l'exercice 2007 de la Fabrique d'Eglise Saint-Jean de Masnuy-Saint-Jean comme suit :

- a) article 17 des recettes ordinaires : diminution de 12.000 euros pour porter la somme à 8.815,99 euros
- b) article 25 des recettes extraordinaires : inscription d'un montant de 12.000 euros.

Article 2 : de transmettre exemplaire de la présente décision à la Députation Permanente, à l'Evêché, au Président du Conseil de Fabrique et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

11. FABRIQUE D'EGLISE SAINT-MARTIN – ERBISOEUL – BUDGET 2007 – AMENDEMENT – AVIS.

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 36.085,50 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter, après amendement (voir délibération ci-dessous), s'élève à 21.538,47 euros à l'ordinaire et à 9.975,00 euros à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le budget établi pour l'exercice 2007 par le Conseil de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Erbisoeul;

Attendu qu'un montant de 9.975 euros y est inscrit au service ordinaire afin de repeindre l'église et de réparer les plâtres du porche;

Attendu que la comptabilité des Communes et des Fabriques impose que les dépenses affectant durablement le patrimoine communal doivent être considérées comme dépenses extraordinaires et doivent, dès lors, être prélevées sur des fonds extraordinaires;

Vu l'Arrêté Royal du 02 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu le décret impérial du 30/12/1809;

Vu les articles L1122-30 et L1321-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

DECIDE : 18 voix pour et 2 abstentions

Article 1 : d'amender le budget de l'exercice 2007 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin d'Erbisoeul comme suit :

- c) article 17 des recettes ordinaires : diminution de 9.975 euros pour porter la somme à 21.538,47 euros.
- d) article 25 des recettes extraordinaires : inscription d'un montant de 9.975 euros.

Article 2 : de transmettre exemplaire de la présente décision à la Députation Permanente, l'Evêché, au Président du Conseil de Fabrique et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

**12. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT-ELOI – JURBISE – BUDGET 2007-
AVIS.**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 38.469,90 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter, s'élève à 12.728,95 euros à l'ordinaire et à 16.000,00 euros à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

**13. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME – HERCHIES-VACRESSE-
BUDGET 2007- AMENDEMENT – AVIS.**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 32.811,08 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter, après amendement (voir délibération ci-dessous), s'élève à 19.459,08 euros à l'ordinaire et à 5.822,00 euros à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le budget établi pour l'exercice 2007 par le Conseil de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame à Herchies-Vacresse;

Attendu qu'un montant de 5.822 euros y est inscrit au service ordinaire afin de procéder au remplacement de la porte et à divers gros travaux;

Attendu que la comptabilité des Communes et des Fabriques impose que les dépenses affectant durablement le patrimoine communal doivent être considérées comme dépenses extraordinaires et doivent, dès lors, être prélevées sur des fonds extraordinaires;

Vu l'Arrêté Royal du 02 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu les articles L1122-30 et L1321-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

DECIDE : 18 voix pour et 2 abstentions

Article 1 : d'amender le budget de l'exercice 2007 de la Fabrique d'Eglise Notre – Dame de Herchies-Vacresse comme suit :

- e) article 17 des recettes ordinaires : diminution de 5.822 euros pour porter la somme à 19.459,08 euros
- f) article 25 des recettes extraordinaires : inscription d'un montant de 5.822 euros.

Article 2 : de transmettre exemplaire de la présente décision à la Députation Permanente, à l'Evêché, au Président du Conseil de Fabrique et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

14. FINANCES – BUDGET COMMUNAL EXERCICE 2007 – APPROBATION.

Le Budget communal est présenté par l'Echevin des Finances et le Receveur communal.

A la fin de la présentation de la partie ordinaire du budget, Madame SENECAUT intervient et pose plusieurs questions générales et techniques, elle s'interroge également quant à l'évolution du dossier portant sur le renouvellement des plaques de rues, la diminution significative des frais de correspondance du Secrétariat ainsi que des frais de gestion prévus pour la Société Haute Senne Logement, sur les montants alloués destinés aux activités culturelles ainsi que sur l'annulation des montants prévus en 2006 et non renouvelés portant sur les cours d'anglais dispensés dans nos écoles communales.

Concernant l'aspect technique, le Receveur communal répond aux questions.

La Présidente souligne en outre qu'en ce qui concerne les activités culturelles, une liste de celles-ci et un programme sont en cours d'élaboration et feront l'objet d'une publication courant février. L'information sera donnée au Conseil Communal prochain.

Concernant la fréquentation des cours d'anglais, il en résulte une augmentation des périodes et une prise en charge de celles-ci par la Communauté Française.

Pour la partie extraordinaire du budget, Monsieur HALLOT fait remarquer que les vestiaires prévus dans le parc communal sont inscrits au budget depuis de nombreuses années mais que la réalisation de ceux-ci ne se concrétise pas.

Mademoiselle GALANT souligne que le dossier de subsides auprès d'Infrasport a été une nouvelle fois demandé.

Mademoiselle MORCRETTE s'interroge sur l'évolution des travaux de la conciergerie et sur les critères de sélection pour l'attribution de ce logement.

La Présidente mentionne que les travaux seront terminés courant du 1^{er} semestre 2007, que le Collège Communal élaborera les critères de sélection pour l'attribution du logement et que ce dossier fera l'objet d'une information au Conseil Communal.

Mademoiselle MORCRETTE s'interroge aussi sur les critères d'attribution pour la prime concernant l'installation de système d'alarme.

La Présidente l'informe que le Collège arrêtera ces critères après que ce budget ait été voté et que l'information sera donnée au Conseil Communal.

Budget 2007 – Rapport politique

La Commune constitue un terreau fertile de démocratie, c'est le pouvoir de proximité par excellence. Ses responsables doivent être proches des citoyens, être à leur écoute et répondre au mieux à leurs demandes.

Le budget 2007, le premier de la nouvelle législature communale, a été réalisé en respectant ces principes, tout en veillant au maintien des finances communales en bonne santé. A cet égard, on constate qu'il vous est proposé avec un boni, pour la 6^{ème} année consécutive.

Que faut-il retenir globalement de ce budget 2007 ?

Tout d'abord, que la mise en place de la nouvelle équipe se matérialise déjà de façon significative à travers ce budget. En effet, la répartition des dépenses et des recettes a été remaniée en profondeur, dans un but de transparence accrue et de bonne gestion.

Autre constatation, c'est l'effort considérable qui a été accompli dans les domaines culturels, car la Culture est à nos yeux un critère d'éducation et d'intégration incontournable.

Que remarque-t-on si l'on s'attarde sur les grands projets prévus en 2007 ?

La Commune continue son processus d'entretien, d'extension et de rénovation constante des voiries et de l'égouttage dans l'entité.

L'Enseignement reste l'un de nos principaux chevaux de bataille, pour lequel des investissements significatifs seront encore réalisés en 2007. De plus, nous travaillons activement sur le dossier de l'école d'Erbisoeul pour qu'une solution se matérialise encore au cours de cet exercice.

L'avantage des communes à taille humaine comme la nôtre, c'est la réactivité !

La décision d'accompagner d'une prime communale toute installation d'alarme en est une preuve concrète.

En conclusion, j'estime que la cuvée 2007 de notre budget est une bonne année. Lorsque l'on connaît toutes les dépenses imposées aux communes par les autres niveaux de pouvoir, et ce, sans compensation, les millésimes risquent d'être de plus en plus rares, mais nous avons confiance en notre capacité à faire face aux obstacles qui se dresseront sur notre route.

J'en terminerai en mettant l'accent sur le travail remarquable effectué par le « Service Finances » dans le cadre de la réalisation de ce budget 2007.

L'Echevin des Finances,
Jean-Pierre EGELS

Monsieur EGELS présente le dossier.

La Commune constitue un terreau fertile de démocratie, c'est le pouvoir de proximité par excellence. Ses responsables doivent être proches des citoyens, être à leur écoute et répondre au mieux à leurs demandes.

Le budget 2007, le premier de la nouvelle législature communale, a été réalisé en respectant ces principes, tout en veillant au maintien des finances communales en bonne santé. A cet égard, on constate qu'il vous est proposé avec un boni, pour la 6^{ème} année consécutive.

Que faut-il retenir globalement de ce budget 2007?

Tout d'abord, que la mise en place de la nouvelle équipe se matérialise déjà de façon significative à travers ce budget. En effet, la répartition des dépenses et des recettes a été remaniée en profondeur, dans un but de transparence accrue et de bonne gestion.

Autre constatation, c'est l'effort considérable qui a été accompli dans les domaines culturels, car la Culture est à nos yeux un critère d'éducation et d'intégration incontournable.

Que remarque-t-on si l'on s'attarde sur les grands projets prévus en 2007?

La Commune continue son processus d'entretien, d'extension et de rénovation constante des voiries et de l'égouttage dans l'entité.

L'Enseignement reste l'un de nos principaux chevaux de bataille, pour lequel des investissements significatifs seront encore réalisés en 2007. De plus, nous travaillons

activement sur le dossier de l'école d'Erbiseul pour qu'une solution se matérialise encore au cours de cet exercice.

L'avantage des communes à taille humaine comme la nôtre, c'est la réactivité !

La décision d'accompagner d'une prime communale toute installation d'alarme en est une preuve concrète.

En conclusion, j'estime que la cuvée 2007 de notre budget est une bonne année. Lorsque l'on connaît toutes les dépenses imposées aux communes par les autres niveaux de pouvoir, et ce, sans compensation, les millésimes risquent d'être de plus en plus rares, mais nous avons confiance en notre capacité à faire face aux obstacles qui se dresseront sur notre route.

J'en terminerai en mettant l'accent sur le travail remarquable effectué par le « Service Finances » dans le cadre de la réalisation de ce budget 2007.

Présentation des investissements extraordinaires repris au budget communal 2007.

LIBELLE	DEPENSES	SUBSIDES	EMPRUNTS	PRELEV	BONI
ADMINISTRATION COMMUNALE (104)					
Aménagement maison communale hall d'accueil, rampe d'accès et assainissement des caves	70.000,00 €	0,00 €	70.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Honoraires auteur de projet aménagement maison communale	7.500,00 €	0,00 €	0,00 €	7.500,00 €	0,00 €
Acquisition de mobilier de bureau	10.000,00 €	0,00 €	10.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Installation du chauffage centrale dans la maison communale	35.000,00 €	0,00 €	35.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Réalisation d'une clôture pour le parc communal	20.000,00 €	0,00 €	20.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Acquisition de matériel informatique	10.000,00 €	0,00 €	10.000,00 €	0,00 €	0,00 €
	<u>152.500,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>145.000,00 €</u>	<u>7.500,00 €</u>	<u>0,00 €</u>
PATRIMOINE PRIVE (124)					
Aménagement maison de conciergerie (Cuisine, chaudière, sanitaire et cheminée)	20.000,00 €	0,00 €	20.000,00 €	0,00 €	0,00 €
	<u>20.000,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>20.000,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>0,00 €</u>
PROTECTION CIVILE (360)					
Subside en capital aux ménages pour l'installation système d'alarme dans les habitations	25.000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	25.000,00 €
	<u>25.000,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>25.000,00 €</u>
VOIRIE COURS D'EAU (421-423-426-482)					
Honoraires étude et coordi amélioration Ch Prince 6 ^{ème} tronçon	83.911,68 €	0,00 €	83.911,68 €	0,00 €	0,00 €
Travaux de réfection chemin du prince 6 ème tronçon	942.596,96 €	537.295,24 €	405.301,72 €	0,00 €	0,00 €
Acquisition d'une camionnette benne basculante	27.000,00 €	0,00 €	27.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Acquisition d'une camionnette atelier	23.000,00 €	0,00 €	23.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Acquisition d'un véhicule utilitaire pour le service des travaux	13.000,00 €	0,00 €	13.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Acquisition de matériaux de voiries	50.000,00 €	0,00 €	50.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Travaux d'entretien de la voirie exercice 2007	100.000,00 €	0,00 €	100.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Acquisition de matériel d'équipement de la voirie	16.500,00 €	0,00 €	16.500,00 €	0,00 €	0,00 €

Signalisation routière petits équipements	25.000,00 €	0,00 €	25.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Acquisition de plaques de rues	72.000,00 €	0,00 €	72.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Etude projet travaux de curage divers cours d'eau	600,00 €	0,00 €	0,00 €	600,00 €	0,00 €
Curage divers cours d'eau	12.000,00 €	0,00 €	12.000,00 €	0,00 €	0,00 €
	<u>1.365.608,64 €</u>	<u>537.295,24 €</u>	<u>827.713,40 €</u>	<u>600,00 €</u>	<u>0,00 €</u>
TOURISME (569)					
Signalisation et balisage de sentiers – Promenades	10.000,00 €	0,00 €	10.000,00 €	0,00 €	0,00 €
	<u>10.000,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>10.000,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>0,00 €</u>
ENSEIGNEMENT (722)					
Extension école d'Erbisoeul	2.420.000,00 €	1.443.626,96 €	976.373,04 €	0,00 €	0,00 €
Coord Projet et travaux école Erbisoel	15.700,00 €	0,00 €	15.700,00 €	0,00 €	0,00 €
Achat de matériel d'équipement mobilier scolaire	20.000,00 €	0,00 €	20.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Acquisition classe modulaire pour l'école de Masnuy	75.000,00 €	0,00 €	75.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Aménagement divers à l'école communale d'Erbisoeul	15.000,00 €	0,00 €	15.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Acquisition d'un bus scolaire	190.000,00 €	0,00 €	190.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Remplacement des chaudières école de Masnuy et Herchies	29.000,00 €	29.000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	<u>2.764.700,00 €</u>	<u>1.472.626,96 €</u>	<u>1.292.073,04 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>0,00 €</u>
EDUCATION POPULAIRE ARTS (761-762-763-764)					
Aménagement et réfection Foyer Culturel	25.000,00 €	0,00 €	25.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Aménagement vestiaires pour la plaine des sports	150.100,00 €	105.070,00 €	45.030,00 €	0,00 €	0,00 €
Hon. Auteur et coord vestiaires plaine des sports	15.010,00 €	0,00 €	15.010,00 €	0,00 €	0,00 €
Acquisition terrain de sports	2.500,00 €	0,00 €	0,00 €	2.500,00 €	0,00 €
Acquisition de matériel d'équipement bibliothèque	5.000,00 €	0,00 €	0,00 €	5.000,00 €	0,00 €
Mise en valeur patrimoine local avec fleurissement	40.000,00 €	0,00 €	40.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Aménagement Fontaine Locquet	5.000,00 €	2.000,00 €	0,00 €	3.000,00 €	0,00 €
	<u>242.610,00 €</u>	<u>107.070,00 €</u>	<u>125.040,00 €</u>	<u>10.500,00 €</u>	<u>0,00 €</u>
CULTES (790)					
Subvention à la Fabrique d'Eglise d'Erbisoeul	9.975,00 €	0,00 €	9.975,00 €	0,00 €	0,00 €
Subvention à la Fabrique d'Eglise de Masnuy Saint Jean	12.000,00 €	0,00 €	12.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Subvention à la Fabrique d'Eglise de Vacresse à Herchies	5.822,00 €	0,00 €	5.822,00 €	0,00 €	0,00 €
Subvention à la Fabrique d'Eglise de Jurbise	16.000,00 €	0,00 €	16.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Subvention à la Fabrique d'Eglise de Masnuy Saint Pierre	28.000,00 €	0,00 €	28.000,00 €	0,00 €	0,00 €
	<u>71.797,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>71.797,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>0,00 €</u>

EAUX USEES (877)					
Travaux égouttage rue Valère Letot à Herchies	24.914,05 €	0,00 €	24.914,05 €	0,00 €	0,00 €
Travaux égouttage rue de Ghlin	25.199,58 €	0,00 €	25.199,58 €	0,00 €	0,00 €
Travaux égouttage rue Claus	108.706,97 €	50.610,00 €	58.096,97 €	0,00 €	0,00 €
Travaux égouttage rue Franc Boudin	202.723,81 €	121.634,29 €	81.089,52 €	0,00 €	0,00 €
Travaux égouttage rue du Bourrelier	23.456,76 €	0,00 €	23.456,76 €	0,00 €	0,00 €
Honoraires auteur et coordinateur rue Claus travaux d'égouttage	19.290,56 €	0,00 €	19.290,56 €	0,00 €	0,00 €
Honoraires auteur et coordinateur rue Franc Boudin et rue d'Erbisoeul	22.052,20 €	0,00 €	22.052,50 €	0,00 €	0,00 €
Honoraires auteur et coordinateur rue Brun Culot	14.261,98 €	0,00 €	14.261,98 €	0,00 €	0,00 €
Honoraires auteur et coordinateur rues du Canard, Chat Sauvage	40.178,35 €	0,00 €	40.178,35 €	0,00 €	0,00 €
	<u>480.784,56 €</u>	<u>172.244,29 €</u>	<u>308.540,27 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>0,00 €</u>
CIMETIERES ET PROTECTION ENVIRONNEMENT (877 - 879)					
Acquisition de cellules columbariums	7.500,00 €	0,00 €	7.500,00 €	0,00 €	0,00 €
Protection environnement – Primes à l'énergie renouvelable	2.500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2.500,00 €
	<u>10.000,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>7.500,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>2.500,00 €</u>
LOGEMENT URBANISME (930)					
Aménagement territoire – Schéma de structure communale	150.000,00 €	50.000,00 €	100.000,00 €	0,00 €	0,00 €
	<u>150.000,00 €</u>	<u>50.000,00 €</u>	<u>100.000,00 €</u>	<u>0,00 €</u>	<u>0,00 €</u>
TOTAL	5.293.000,20 €	2.339.236,49 €	2.907.663,71	18.600,00 €	27.500,00 €

Après présentation,

le Conseil Communal arrête par 15 voix pour, 2 abstentions et 4 voix contre, le budget communal de l'exercice 2007 aux chiffres suivants :

SERVICE ORDINAIRE

RECETTES

	FONCTIONS	PRESTA-TIONS	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général	1.000,00	154.246,50	4.000,00	0,00	159.246,50
019	Dettes générales		0,00			0,00
029	Fonds		1.187.731,42			1.187.731,42
049	Impôts et redevances	63.000,00	5.399.898,95			5.462.898,95
059	Assurances	11.000,00	6.000,00			17.000,00
123	Administration générale	4.231,04	12.000,00	0,00		16.231,04
129	Patrimoine Privé	5.000,00	0,00	58.467,20		63.467,20

	FONCTIONS	PRESTA- TIONS	TRANS- FERTS	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
139	Services généraux					0,00
149	Calamités		0,00			0,00
360	Protection civile					0,00
369	Pompiers	0,00				0,00
399	Justice - Police	0,00	0,00	0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	33.650,00	251.990,27	0,00		285.640,27
599	Commerce Industrie			161.500,00		161.500,00
699	Agriculture	104,12				104,12
729	Enseignement primaire	44.550,00	380.921,73	0,00		425.471,73
739	Enseignement secondaire	0,00	0,00			0,00
767	Bibliothèques publiques	500,00	5.500,00			6.000,00
789	Education populaire et arts	37.400,00	2.750,00	0,00		40.150,00
799	Cultes			0,00		0,00
839	Sécurité et assistance sociale	0,00		0,00		0,00
849	Aide sociale et familiale	500,00	500,00			1.000,00
872	Santé et hygiène					0,00
874	Alimentation - Eaux			9.793,57		9.793,57
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	250,00	0,00		0,00	250,00
877	Eaux usées	17.000,00	0,00			17.000,00
87704	Eaux usées					0,00
879	Cimetières et Protect. Envir.	9.500,00	500,00			10.000,00
939	Logement / Urbanisme		0,00	0,00		0,00
999	** TOTAL GENERAL					0,00
999	Totaux exercice propre	227.685,16	7.402.038,87	233.760,77	0,00	7.863.484,80
	Résultat positif exercice propre					13.546,31
999	Exercices antérieurs					26.635,55
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					7.890.120,35
	Résultat positif avant prélèvement					
999	Prélèvements					80.000,00
999	Total général					7.970.120,35
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					6.217,03

DEPENSES

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION- NEMENT	TRANS- FERTS	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
009	Général		660,00	0,00	12.500,00	0,00	13.160,00
019	Dette générale				0,00		0,00
029	Fonds						0,00
049	Impôts et redevances		68.500,00	4.500,00			73.000,00
059	Assurances	23.000,00	52.000,00		0,00		75.000,00
123	Administration générale	1.019.352,46	192.391,08	11.000,00	18.276,33		1.241.019,87
129	Patrimoine Privé	0,00	4.600,00		5.653,84		10.253,84
139	Services généraux	250,00	100,00				350,00
149	Calamités				0,00		0,00
360	Protection civile				0,00		0,00
369	Pompiers		0,00	495.000,00	4.880,96		499.880,96
399	Justice - Police	0,00	0,00	547.500,00	0,00		547.500,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	990.119,37	367.503,08	308,09	656.195,20		2.014.125,74
599	Commerce		0,00		236,05		236,05
699	Industrie		0,00				0,00
729	Agriculture		0,00				0,00
729	Enseignement primaire	713.595,89	250.040,00	0,00	230.031,15		1.193.667,04
739	Enseignement secondaire	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
767	Bibliothèques publiques	15.187,62	3.525,00	500,00			19.212,62
789	Education populaire et arts	251.402,22	112.900,00	4.724,12	32.417,05		401.443,39
799	Cultes		1.642,42	124.962,35	35.483,48		162.088,25
839	Sécurité et assistance sociale	0,00	17.500,00	706.500,00	0,00		724.000,00
849	Aide sociale et familiale	0,00	1.250,00	0,00	0,00		1.250,00
872	Santé et hygiène		4.000,00	23.970,00			27.970,00
874	Alimentation - Eaux		2.000,00		9.793,57		11.793,57
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.		172.837,07	437.941,44	34.419,55		645.198,06
877	Eaux usées		750,00	250,00	43.946,97		44.946,97
87704	Eaux usées						0,00
879	Cimetières et Protect. Envir.	85.896,66	2.675,00	0,00	47.185,87		135.757,53
939	Logement / Urbanisme		0,00	5.000,00	3.084,60		8.084,60
999	** TOTAL GENERAL						0,00
999	Totaux exercice propre	3.098.804,22	1.254.873,65	2.362.156,00	1.134.104,62	0,00	7.849.938,49
	Résultat négatif exercice propre						
999	Exercices antérieurs						53.964,83

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION- NEMENT	TRANS- FERTS	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)						7.903.903,32
	Résultat négatif avant prélèvement						13.782,97
999	Prélèvements						60.000,00
999	Total général						7.963.903,32
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.						

SERVICE EXTRAORDINAIRE

RECETTES

	FONCTIONS	TRANS- FERTS	INVESTIS- SEMENT	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
009	Général				0,00	0,00
019	Dette générale					0,00
029	Fonds					0,00
049	Impôts et redevances					0,00
059	Assurances	0,00		0,00		0,00
123	Administration générale	0,00		145.000,00		145.000,00
129	Patrimoine Privé	0,00	0,00	20.000,00		20.000,00
139	Services généraux					0,00
149	Calamités			0,00		0,00
360	Protection civile			0,00		0,00
369	Pompiers			0,00		0,00
399	Justice - Police	0,00		0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	537.296,24	0,00	827.713,40		1.365.009,64
599	Commerce Industrie			10.000,00		10.000,00
699	Agriculture					0,00
729	Enseignement primaire	1.472.626,96	0,00	1.292.073,04		2.764.700,00
739	Enseignement secondaire					0,00
767	Bibliothèques publiques			0,00		0,00
789	Education populaire et arts	107.070,00		125.040,00		232.110,00
799	Cultes	0,00	0,00	71.797,00		71.797,00
839	Sécurité et assistance sociale			0,00		0,00
849	Aide sociale et familiale			0,00		0,00
872	Santé et hygiène					0,00
874	Alimentation - Eaux					0,00

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	0,00		0,00		0,00
877	Eaux usées	172.251,29		308.540,27		480.791,56
87704	Eaux usées					0,00
879	Cimetières et Protect. Envir.			7.500,00		7.500,00
939	Logement / Urbanisme	50.000,00		100.000,00		150.000,00
999	** TOTAL GENERAL					0,00
999	Totaux exercice propre	2.339.244,49	0,00	2.907.663,71	0,00	5.246.908,20
	Résultat positif exercice propre					
999	Exercices antérieurs					169.849,33
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					5.416.757,53
	Résultat positif avant prélèvement					105.986,94
999	Prélèvements					21.909,32
999	Total général					5.438.666,85
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					127.896,26

DEPENSES

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général				0,00	0,00
019	Dette générale					0,00
029	Fonds					0,00
049	Impôts et redevances					0,00
059	Assurances		0,00			0,00
123	Administration générale	0,00	152.500,00	0,00		152.500,00
129	Patrimoine Privé		20.000,00	0,00		20.000,00
139	Services généraux					0,00
149	Calamités			0,00		0,00
360	Protection civile	25.000,00				25.000,00
369	Pompiers	0,00				0,00
399	Justice - Police		0,00	0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	0,00	1.365.608,64	0,00		1.365.608,64
599	Commerce Industrie		10.000,00			10.000,00
699	Agriculture					0,00
729	Enseignement primaire		2.764.700,00	0,00		2.764.700,00

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
739	Enseignement secondaire					0,00
767	Bibliothèques publiques		5.000,00			5.000,00
789	Education populaire et arts	0,00	237.610,00	0,00		237.610,00
799	Cultes	71.797,00	0,00	0,00		71.797,00
839	Sécurité et assistance sociale	0,00	0,00	0,00		0,00
849	Aide sociale et familiale		0,00			0,00
872	Santé et hygiène					0,00
874	Alimentation - Eaux					0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.		0,00		0,00	0,00
877	Eaux usées	0,00	480.784,56	0,00		480.784,56
87704	Eaux usées					0,00
879	Cimetières et Protect. Envir.	2.500,00	7.500,00			10.000,00
939	Logement / Urbanisme		150.000,00	0,00		150.000,00
999	** TOTAL GENERAL					0,00
999	Totaux exercice propre	99.297,00	5.193.703,20	0,00	0,00	5.293.000,20
	Résultat négatif exercice propre					46.092,00
999	Exercices antérieurs					17.770,39
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					5.310.770,59
	Résultat négatif avant prélèvement					
999	Prélèvements					0,00
999	Total général					5.310.770,59
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.					

15. FINANCES – MARCHE PUBLIC DE SERVICES – MARCHE DE FINANCEMENT DES PROJETS RELEVANT DU SERVICE EXTRAORDINAIRE DU BUDGET 2007 – APPROBATION.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1222-3;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché ayant pour objet la conclusion des emprunts pour les investissements inscrits au budget communal et au budget du CPAS de l'exercice 2007;

Considérant que la réalisation conjointe d'un tel marché par la Commune et le CPAS permettra à chacune des Administrations concernées d'obtenir des offres plus avantageuses que si elles procédaient séparément à la fixation et à l'attribution d'un tel marché, donnant en outre l'opportunité aux Administrations de réaliser une économie d'échelle;

Considérant que le montant estimé du marché dont question à l'alinéa qui précède s'élève approximativement à 727.854,91 euros, dont 548.966,91 euros pour l'Administration et 178.888,00 euros pour le CPAS;

Vu l'accord unanime intervenu au sein du Comité de Concertation Commune/CPAS en sa séance du 11 novembre 2006 quant à la fixation, la passation et l'attribution par la Commune d'un marché d'investissement reprenant notamment l'ensemble des emprunts à contracter par le CPAS de Jurbise;

Considérant que le marché des services bancaires fait partie de la catégorie 6 reprise à l'annexe 2 de la Loi du 24 décembre 1993 (services financiers);

Vu la circulaire du 10 décembre 2003 – Marchés publics soumis à la publicité européenne. – Enseignement à tirer de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes;

Vu la loi organique des CPAS du 08 juillet 1976, et notamment ses articles 24, 26§2 et §5, 84 et 111;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant sur le règlement général de la comptabilité communale;

Vu la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22 janvier 1994);

Vu l'Arrêté Royal du 08 janvier 1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26 janvier 1996);

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18 octobre 1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE : à l'unanimité

ARTICLE 1.

Il sera passé un marché ayant pour objet la conclusion d'emprunts pour les investissements inscrits aux services extraordinaires des budgets de l'Administration Communale et du Centre Public de l'Action Sociale pour l'exercice 2007 voir la liste en annexe.

ARTICLE 2

Le montant des emprunts à contracter pour l'Administration Communale est de 2.907.663,71 euros et le montant des emprunts pour le Centre Public de l'Action Sociale est de 947.500 euros.

Le montant globale du marché est estimé à 727.854,91 euros, dont 548.966,91 euros pour l'Administration Communale et 178.888,00 euros pour le Centre Public de l'Action Sociale.

ARTICLE 3

D'approuver le cahier spécial des charges relatif au marché commun des investissements entre Commune et CPAS, ainsi que le devis estimatif au montant de 727.854,91 €.

ARTICLE 4.

De fixer comme mode de passation de marché l'appel d'offres général avec application de la publicité européenne.

ARTICLE 5.

Les conditions du marché sont fixées selon le cahier spécial des charges annexé à la présente décision.

ARTICLE 6.

De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Président du CPAS pour information et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

16. FINANCES – SWDE, TRAVAUX D'EXTENSION DU RESEAU D'HERCHIES RELATIF AU LOTISSEMENT SIS RUE D'ERBISOEUL – SOUCRIPTION DE 289 PARTS SOCIALES – APPROBATION.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de procéder aux travaux d'extension relatifs au lotissement sis rue d'Erbisoeul à Herchies;

Vu le devis estimatif de ces travaux qui s'élève à 7.202,90 euros;

Attendu que le montant de 2.954,75 euros relatif aux prestations et fournitures de la Société Wallonne lui a été versée par le lotisseur;

Attendu que les travaux de terrassements estimés à 4.218,15 euros seront exécutés par le lotisseur;

Vu les articles 1, 2, 8, 26 et 37 du décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société Wallonne des Distributions d'Eau, prenant la dénomination Société Wallonne des eaux;

Vu les articles 2, 4, 6 et 10 des statuts de cette dernière;

Vu les articles L1122-30, L1123-23, L1113-1, L1222-3, L1222-4, L1311-3 et L1311-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la lettre de la Société wallonne des eaux en date du 11 décembre 2006;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1 de souscrire 289 parts sociales de 25 euros dans le capital du Sous-bassin hydrographique de la Dendre en vue de financer les travaux d'extension relatifs au lotissement sis rue d'Erbisoeul à Herchies.

Article 2 : de transmettre la présente délibération, en triple exemplaire, à la Société wallonne des Eaux.

17. FINANCES – CONTRATS DE LEASING DES COPIEURS DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE JURBISE POUR 72 MOIS – RATIFICATION.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les pannes fréquentes lors de l'utilisation des copieurs actuellement en place aux divers services de l'Administration et des Ecoles Communales;

Attendu que la société responsable des copieurs ne satisfait pas les utilisateurs étant donné les difficultés rencontrées pour disposer d'une assistance adaptée aux problèmes;

Attendu que les contrats actuels liés aux copieurs peuvent être renégociés à moindre frais;

Vu les crédits disponibles repris aux articles 104/12312.2006, 421/12312.2006 722/12312.2006;

Vu la délibération du Collège Echevinal du 23 octobre 2006 approuvant le cahier spécial des charges, le devis estimatif et le mode de passation du marché relatif à la conclusion d'un marché de location de six copieurs pour une durée de 72 mois, prenant cours au début de l'année 2007;

Vu la délibération du Collège Communal du 18 décembre 2006 attribuant la fourniture et la location des copieurs à s.a Canon étant donné que l'offre est la plus intéressante financièrement;

Vu l'application de l'article L1222-3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal,

DECIDE : à l'unanimité

ARTICLE 1.

De ratifier la décision du Collège Communal attribuant le marché relatif à la s.a Canon pour un loyer mensuel de 2.309,11 TVAC pour les six copieurs et au vu des conditions présentées sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

ARTICLE 2

De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

**18. FINANCES – CDLD – ARTICLE L1311-5 – DEPENSE URGENTE RELATIVE
A LA CONSOMMATION D'EAU DES SERVICES ADMINISTRATIFS –
DECISION DU COLLEGE COMMUNAL DU 08 JANVIER 2007 –
RATIFICATION.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la Commune de Jurbise est redevable auprès de la Société Wallonne des Eaux , de la somme de 1.043,69 € relative à la consommation d'eau au bâtiment de l'Administration;

Attendu que lors du déménagement de la Zone de police, il y a eu confusion des numéros de compteurs d'eau auprès de la SWDE;

Attendu que les crédits budgétaires de dépenses initialement prévus à l'article 104/12515 du budget communal ont été supprimés suite à cette confusion et la zone de police payait des consommations d'eau en lieu et place de l'Administration;

Attendu que les crédits de dépenses nécessaires seront inscrits aux exercices antérieurs du budget communal 2007 afin de régulariser la situation;

Vu le caractère urgent de pourvoir à la dépense afin d'éviter des frais supplémentaires;

Vu la délibération du Collège Communal du 08 janvier 2007 à l'application de l'article L1311-5 du Code de la Démocratie Locale et de la décentralisation;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1 : de ratifier la dépense consentie par le Collège Communal en application de l'article L1311-5 du CDLD, à savoir la somme de 1.043,69 €.

Article 2 : de transmettre la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

19. FINANCES – FOURNITURE D'ELECTRICITE (IGRETEC) – PARTICIPATION DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE JURBISE A LA CENTRALE D'ACHAT D'ENERGIE MISE SUR PIED PAR L'INTERCOMMUNALE PURE DE FINANCEMENT (IPFH) FONCTIONNANT POUR LE COMPTE DES PARTICIPANTS A PRIX DE REVIENT COMPTABLE – APPROBATION.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que l'Arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2005 a fixé l'ouverture totale des marchés du gaz et de l'électricité au 1^{er} janvier 2007;

Attendu que la matière est réglée par le Décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, le Décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, et l'Arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif à l'éligibilité des clients finals dans les marchés de l'électricité et du gaz;

Attendu que, faute de contrat passé avant fin 2006, les clients qui n'auront pas opté pour un fournisseur de leur choix se verront attribuer un fournisseur de substitution en attendant d'avoir sélectionné le leur;

Attendu qu'il est dès lors indispensable de passer un contrat de fournitures avec un fournisseur et ce, dans le respect des règles applicables aux marchés publics;

Considérant toutefois la complexité des procédures de marchés publics auxquelles la commune sera confrontée;

Considérant par ailleurs que dans le cadre de la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz, les villes et communes vont perdre les avantages tarifaires dont elles bénéficiaient pour l'approvisionnement des bâtiments communaux et pour l'éclairage public;

Considérant dès lors que la libéralisation totale des marchés de l'énergie aura un impact économique non négligeable sur les finances communales;

Considérant qu'il est en conséquence indispensable de mettre sur pied un mécanisme permettant aux communes de bénéficier d'un tarif concurrentiel au niveau de l'achat de l'énergie;

Attendu que pourront également bénéficier de ce tarif préférentiel, les ASBL, clubs sportifs, occupant des bâtiments communaux et pour lesquels les Villes et Communes paient ces énergies;

Considérant que l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics stipule que :

« l'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes autorisées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ».

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le livre V de la première partie du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 1^{er} avril 1999 « organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région Wallonne »;

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1 : de participer à la centrale d'achat d'énergie mise sur pied par l'Intercommunale Pure de Financement (I.P.F.H.) fonctionnant pour le compte des participants à prix de revient comptable, suivant le mode de répartition arrêté à l'annexe « Méthode de répartition des coûts ».

Article 2 : d'acquérir l'électricité (basse et haute tension) et le gaz pour l'ensemble de ses points de fourniture, via la centrale d'achat d'énergie mise sur pied par l'Intercommunale Pure de Financement (I.P.F.H.).

Article 3 : de charger le Collège Communal de l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : copie de la présente délibération sera transmise aux intercommunales précitées ; au Ministre régional de tutelle sur les intercommunales, à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

20. FINANCES – MARCHE DE FOURNITURES – ACQUISITION DE DEUX ORDINATEURS ET D'UNE IMPRIMANTE-SCANNER-MODE DE PASSATION DU MARCHE ET DEVIS ESTIMATIF – APPROBATION.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité d'équiper la bibliothèque communale d'un système informatique ;

Considérant que le coût mensuel, qui serait généré par l'ajout de ce matériel dans le leasing actuel, serait supérieur au coût d'achat ;

Vu le devis estimatif réalisé par le service informatique au montant de 2.500,00 € TVAC;

Vu le crédit budgétaire disponible à l'article 767/742.53;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver le devis estimatif, ainsi que de fixer le mode de passation du marché;

Vu l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant sur le règlement général de la comptabilité communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22 janvier 1994);

Vu l'arrêté royal du 08 janvier 1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26 janvier 1996);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18 octobre 1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal,

DECIDE : à l'unanimité

- Article 1. D'approuver le principe de la facture acquittée (< 5.500 € HTVA) pour l'acquisition de deux ordinateurs et d'une imprimante multifonctions.
- Article 2. D'approuver le devis estimatif au montant de 2.500,00 €, repris en annexe.
- Article 3. De déléguer compétence au Collège Communal pour l'attribution du présent marché.
- Article 4. De donner copie de la présente délibération à Mr Le Receveur Communal pour disposition.

21. QUESTIONS ORALES.

Pas de question posée.

HUIS CLOS...

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,